

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 8 juin 2022

CDDG(2022)8

**COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE
(CDDG)**

RAPPORT DE LA 15^{ème} REUNION PLENIERE

21-22 avril 2022

Strasbourg et par visioconférence

Note du Secrétariat
établie par la
Direction générale de la démocratie
Division de la gouvernance démocratique

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

M. Paul Rowsell (Royaume-Uni), Président du CDDG, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux membres et autres participants. La liste des participants figure à l'Annexe 1. Le Comité adopte son ordre du jour (document [CDDG\(2022\)OJ1](#)) tel qu'il figure à l'Annexe 2.

2. Informations sur les activités et développements récents

Le Président informe les participants des résultats de la réunion du Bureau des 24-25 mars 2022 (document [CDDG-Bu\(2022\)5](#)) au cours de laquelle, en particulier, le plan de travail du Comité a été discuté et un échange de vues a eu lieu sur les méthodes générales de travail avec les représentants d'un autre comité du Conseil de l'Europe. Le Président fait également référence à l'adoption récente par le CDDG d'une [Déclaration](#) sur l'agression en cours de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, qui souligne notamment que la bonne gouvernance démocratique est essentielle au maintien de la paix et de la sécurité. Le Bureau a ensuite discuté de l'impact potentiel de l'exclusion de la Fédération de Russie sur le travail du CDDG.

Le Secrétariat fournit également des informations supplémentaires sur l'organisation de la réunion. Le CDDG prend note de ces informations.

Echange de vues avec Mme Claudia Luciani, Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance

Mme Luciani apporte des informations sur le processus qui a conduit à l'exclusion de la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe, avec effet immédiat, suite à la décision du Comité des Ministres du 16 mars 2022. Les implications juridiques et financières ont été décrites dans le document [Résolution CM/Res\(2022\)3](#) tandis que les nombreuses dimensions et implications politiques de la situation sont toujours en cours de discussion au sein du Comité des Ministres. Dans le contexte actuel, le CDDG a une contribution importante à faire en termes de promotion des valeurs de l'organisation ; les travaux sur les principes de bonne gouvernance démocratique et sur la démocratie délibérative sont particulièrement pertinents. Mme Luciani informe également le Comité du lancement des travaux du nouveau Comité sur l'intelligence artificielle (CAI), soulignant que le CDDG avait la possibilité de contribuer à ces travaux en raison des aspects liés à la démocratie. Dans la discussion qui suit, Mme Luciani fait référence aux tendances à la baisse du niveau de démocratie, observées dans des évaluations périodiques telles que celles de Human Rights Watch et de The Economist, ce qui montre une fois de plus l'importance du travail du CDDG en 2022-2023. Le Président réitère le soutien continu du CDDG à l'Ukraine, en particulier à ses autorités locales, car celles-ci sont souvent en première ligne pour la gestion des crises. Les participants discutent également de questions telles que la participation d'États non membres du Conseil de l'Europe à une éventuelle future convention sur l'IA et les implications financières de l'expulsion de la Fédération de Russie.

Le Comité prend note des informations ci-dessus.

3. Travaux en 2022

3.1 Information par le Secrétariat ; plan de travail actualisé

Le Secrétariat présente une mise à jour du plan de travail et du calendrier des activités du CDDG en 2022 (document [CDDG\(2022\)1](#)). Il rappelle que, de l'avis du Bureau, les tâches du groupe de travail sur la bonne gouvernance démocratique (GT-BG) et du groupe de travail sur la démocratie délibérative et participative (GT-DD) devraient rester les priorités pour 2022. Les bénéfices des technologies numériques pour le travail du CDDG sont soulignés, en particulier pour une réunion informelle supplémentaire de chaque groupe de travail avant l'été. Le Comité prend note des informations ci-dessus.

3.2 Etat de la mise en œuvre des activités selon le mandat du CDDG 2022-2023 (-2025)

Principes de bonne gouvernance démocratique

Le Comité assiste à une présentation orale de M. Peter Andre, Président du GT-BG, et des informations complémentaires de Mme Siobhan Smyth, Vice-présidente du GT-BG, sur le [mandat](#) du groupe de travail, les résultats de sa première réunion des 24-25 février 2022 (document [GT-BG\(2022\)4](#)) et la structure et le contenu de l'avant-projet de recommandation du Comité des Ministres sur les principes de bonne gouvernance démocratique tels qu'ils figurent dans le [CDDG\(2022\)2](#). Ce premier projet contient des options pour soit regrouper les différents principes en six ou sept domaines (à la suite de la première réunion), soit pour les aborder comme des principes autonomes. Le GT-BG s'est aussi penché sur le niveau national.

Le Président souligne que cette future nouvelle recommandation pourrait devenir un pilier des travaux du Conseil de l'Europe sur la démocratie, à côté des normes sur les droits de l'homme et l'état de droit. M. Dan Popescu, Chef du Service de la démocratie et de la gouvernance, indique que le CDDG pourrait innover en matière de méthodes de travail ; en particulier, une consultation publique pourrait être organisée lorsque le projet sera suffisamment avancé. De même, il est préférable d'avoir un document ambitieux sur le plan du contenu dès le départ et de supprimer certaines parties par la suite plutôt que d'étoffer le document lors des dernières étapes de la discussion.

Dans la discussion qui suit, les participants soulignent notamment l'importance d'une administration professionnelle (et donc de la sensibilisation et de la formation) ainsi que la nécessité d'éviter tout chevauchement incohérent avec les documents et normes existants de l'UE ou de l'OCDE. Certains se félicitent du regroupement des principes, mais émettent des réserves sur les propositions faites dans certains cas (par exemple, les droits de l'homme et l'État de droit englobent trop d'aspects) et sur une suggestion de renommer le premier principe "démocratie représentative". Le représentant de la Conférence des OING se prononce en faveur d'une formulation plus explicite des principes dans le dispositif de la recommandation (plutôt que dans l'annexe). Il souligne également que, par rapport aux 12 principes actuels de bonne gouvernance démocratique au niveau local, cette recommandation s'adresserait à un nouveau public en raison de l'inclusion du niveau étatique et qu'une approche différente était donc nécessaire. Une autre délégation rappelle qu'un rapport explicatif pourrait être rédigé si la recommandation elle-même n'était pas trop détaillée.

À la clôture des discussions, il est convenu que les délégations souhaitant soumettre des propositions ou des commentaires supplémentaires devraient le faire avant le 1er juin, afin qu'un projet révisé puisse être examiné par le GT-BG lors de sa réunion informelle supplémentaire des 9 et 10 juin.

Démocratie délibérative

En préparation de la 1^{ère} réunion du Groupe de travail sur la démocratie délibérative et participative (GT-DD), le Comité tient un échange de vues avec :

- M. Art O'Leary, Secrétaire général de la Commission électorale et Secrétaire de l'Assemblée des citoyens d'Irlande, qui présente l'expérience de son pays en matière de processus délibératifs et souligne qu'une assemblée de citoyens offrait un espace sûr et ouvert pour discuter de questions sensibles et très contestées. Jusqu'à présent, l'Irlande a organisé quatre assemblées de ce type, notamment sur l'avortement et le changement climatique, qui se sont enracinées dans le système politique et ont même conduit à des changements constitutionnels. La transparence, l'équité, l'égalité des voix, l'efficacité et la collégialité sont de la plus haute importance pour le succès du processus. La sélection des participants de manière à garantir une représentation impartiale de la population, ainsi que l'assurance que le résultat des délibérations sera dûment pris en compte et suivi, étaient particulièrement importantes. Ainsi, en Irlande, des assemblées de citoyens ont été créées par le parlement avec un engagement clair de discuter des résultats de ces assemblées. La discussion qui suit porte sur des questions telles que les critères de recrutement des participants, y compris la manière d'atteindre les groupes marginalisés ; l'importance du soutien politique et la manière de l'assurer ; le changement de mentalité des citoyens et des politiciens et la promotion de la compréhension mutuelle ; le rôle de la technologie numérique, ainsi que les mécanismes permettant d'intégrer les recommandations dans le processus politique global.
- M. George Papandreou, Président de la sous-commission de la démocratie de la commission des questions politiques et de la démocratie de l'Assemblée parlementaire, souligne que la démocratie délibérative a le potentiel de compléter la démocratie représentative et de raviver la confiance dans les institutions démocratiques, mais qu'elle n'est pas une panacée en soi. Il met en garde contre la tendance des gouvernements à considérer les crises actuelles, par exemple le changement climatique ou la pandémie, comme des problèmes techniques devant être résolus par des moyens techniques, ignorant ainsi la sagesse collective des citoyens. M. Papandreou souligne également le potentiel de la technologie numérique et de l'innovation dans la conception de processus participatifs. La discussion aborde des questions telles que la manière de contrebalancer le lobbying et les intérêts particuliers et les moyens de refléter la diversité des traditions démocratiques des États membres. Le Président invite également M. Papandreou à se joindre aux travaux du GT-DD.

- M. Andy Williamson, expert du Conseil de l'Europe, présente ensuite une "étude sur la démocratie délibérative" (document [CDDG\(2022\)3](#)), soulignant que les processus délibératifs ont des caractéristiques distinctes et constituent une forme de démocratie participative. Pour que les processus délibératifs soient efficaces, entre autres conditions, le mandat doit être clair et transparent ; de même, les conclusions doivent avoir un impact, sinon les processus délibératifs manquent de crédibilité. M. Williamson souligne également que les processus délibératifs nécessitent de nouvelles compétences et un changement de culture de la part des autorités publiques, en ce qui concerne les interactions avec les citoyens, la manière d'écouter leurs besoins, etc. En outre, les preuves recueillies tout au long d'un processus de délibération doivent être bien équilibrées et refléter la pluralité des perspectives. La discussion qui suit porte sur le calendrier approprié des processus délibératifs, les relations et l'interaction entre la démocratie délibérative et la démocratie représentative, le mandat de l'organe délibératif, le recrutement des participants, les facteurs de succès tels que la facilitation des discussions, une conception flexible, le niveau des ressources ainsi que la fourniture d'informations équilibrées, et la manière d'atténuer le risque de manipulation.

À la clôture des débats, le Comité confie au groupe de travail la rédaction d'un rapport axé sur la position de la démocratie délibérative dans le contexte de la démocratie représentative, en identifiant les conditions préalables à l'efficacité des processus délibératifs, en tenant compte du fait que la démocratie n'est pas monolithique et que la maturité et la culture démocratiques diffèrent selon les États membres, et en ajoutant des études de cas si nécessaire.

Le CDDG convient également que, en plus du rapport, un projet de recommandation sur la démocratie délibérative devrait être préparé, à condition qu'il n'y ait pas d'objection de la part du Comité des Ministres.

4. Promouvoir la gouvernance démocratique par le partage d'expériences

4.1 Rapports des membres sur les développements pertinents

Présentation d'un projet de recherche par le professeur Joachim Beck, doyen de l'Université des sciences appliquées de Kehl, Allemagne

Après avoir rappelé les principales missions de son université (dont la formation initiale et continue des fonctionnaires et employés chargés de fonctions de direction, et du personnel des autorités locales et régionales), le professeur Beck présente le projet de recherche pour lequel un questionnaire sur les "Exemples pratiques de modernisation administrative au niveau macro des pays européens" a été diffusé dans le cadre du [service de réponse rapide](#) du CDDG. Il en résultera une étude donnant un aperçu des tendances en l'Europe en matière de modernisation administrative concernant : les politiques de mission publique (par exemple, la privatisation/la renationalisation, la déréglementation, la planification stratégique, l'évaluation d'impact, etc.) ; les politiques organisationnelles (par exemple, la réforme territoriale, la réforme fonctionnelle, les nouvelles formes d'organisation, etc.); la gestion financière (par exemple budget, contrôle de gestion, comptabilité, budgétisation en partie double, relations financières verticales, etc.) ; la gestion de la numérisation (introduction de l'archivage électronique, infrastructures numériques, l'administration en ligne et autres solutions/offres en ligne, etc.) ; l'administration ouverte (nouvelles

approches pour promouvoir la transparence, la participation des groupes cibles et des citoyens ; approches de collaboration avec d'autres administrations, etc.) ; autres approches de modernisation administrative.

A la fin de sa présentation, le professeur Beck rappelle que la date limite pour les réponses est le 15 juin et il propose de présenter les résultats de l'étude lors d'une prochaine réunion du CDDG. Le Président convient que l'étude intéressera de nombreux pays et les membres sont encouragés à fournir des réponses.

Informations des membres du CDDG

La délégation de l'**Azerbaïdjan** informe le Comité sur : 1. de nouveaux amendements législatifs visant à améliorer la perception des taxes et contributions locales, 2. de nouvelles dispositions législatives dans la loi sur le statut des municipalités, qui facilitent les échanges d'expériences entre les fonctionnaires locaux et avec leurs homologues étrangers, 3. un ensemble de mesures législatives visant à améliorer l'autonomie locale, 4. le lancement - en tant que projet pilote - d'un portail électronique pour les municipalités et les citoyens afin de faciliter l'accès à des informations actualisées sur la législation, la coopération internationale, etc. Il fait également référence à deux priorités générales : l'augmentation des subventions de l'État aux municipalités et l'augmentation de la représentation des femmes au sein des pouvoirs locaux.

La délégation **belge** évoque le développement d'un cadre pour la démocratie délibérative qui vise à donner la possibilité aux citoyens individuels, aux organisations, aux associations, aux partenariats et aux entrepreneurs de soumettre des propositions politiques et de travailler en étroite collaboration avec les autorités locales.

La délégation **chypriote** présente la récente réforme du gouvernement local, notamment l'adoption d'amendements à la loi sur les municipalités, qui vise à renforcer l'indépendance financière et l'autonomie administrative des municipalités. La loi sur les communautés a également été modifiée pour mieux refléter les exigences de la Charte européenne de l'autonomie locale ; les organisations de gouvernement local au niveau du district seront directement responsables de l'approvisionnement en eau, de la gestion des déchets et des permis d'urbanisme, entre autres. La mise en œuvre de la réforme sera réalisée avec le soutien du Centre d'expertise, notamment par le renforcement des capacités et la formation des autorités locales.

La délégation **finlandaise** présente un récent rapport du gouvernement sur l'avenir de l'autonomie locale en Finlande, résumé dans un document plus court mis à la disposition de tous les participants. Le rapport comprend trois orientations stratégiques pour les municipalités finlandaises : 1. un scénario dans lequel les défis des environnements opérationnels sont relevés par la réforme opérationnelle des municipalités ; 2. un scénario dans lequel des critères pour les services sont établis et l'égalité de la prestation de services est assurée ; 3. un scénario dans lequel le modèle des municipalités uniformes est abandonné.

La délégation du **Royaume-Uni** fournit des informations sur un récent Livre blanc sur le nivellement par le haut, qui comprend des définitions de quatre piliers concernant les principales implications du nivellement par le haut : 1. stimuler la productivité, l'emploi et le niveau de vie ; 2. assurer l'égalité d'accès aux opportunités et améliorer les services publics ; 3. restaurer le sens de la communauté ; 4. donner du pouvoir aux dirigeants et aux communautés locales.

La délégation **serbe** évoque l'adoption d'un programme quinquennal pour la réforme de l'autonomie locale et l'adoption du premier plan d'action triennal pour sa mise en œuvre. Le programme comprend une série de mesures liées à la ratification prévue du protocole additionnel à la Charte européenne de l'autonomie locale.

Les membres demandent des précisions sur certaines des réformes et le CDDG prend note des informations ci-dessus.

4.2 Echange de vues avec des hauts fonctionnaires des États membres

Echange de vues avec M. Viacheslav NEHODA, Vice-Ministre des communautés et du développement territorial, Ukraine

Le Comité entend un exposé de M. Viacheslav Nehoda, Vice-Ministre ukrainien des communautés et du développement territorial, sur l'impact de la guerre sur les collectivités locales. Les réformes de l'autonomie locale ont été suspendues et de nombreuses villes ont été particulièrement touchées par les attaques de la Fédération de Russie (Kharkiv, Mariupol, Bucha, Trostyanets). Les autorités locales ont dû faire face à de nombreux défis, notamment l'enlèvement des maires, la diminution des revenus et la gestion de l'augmentation de la population due à l'arrivée de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Les régions attaquées ont dû se concentrer sur l'évacuation des civils et l'approvisionnement en biens de première nécessité, tandis que les régions situées plus loin de la ligne de front ont dû apporter leur soutien aux premiers. M. Nehoda remercie le Conseil de l'Europe pour son soutien et appelle à la poursuite du projet de réforme de la décentralisation en Ukraine lancé avant la guerre.

Le CDDG exprime son plein soutien à l'Ukraine et prend note de l'appel à la poursuite du projet du Conseil de l'Europe.

Echange de vues avec Mme Mzia GIORGOBIANI, Vice-Ministre du développement régional et des infrastructures, Géorgie

Mme Giorgobiani informe le Comité de la réforme de la décentralisation en Géorgie, basée sur une stratégie de décentralisation adoptée pour les années 2020-2025 ainsi qu'un plan d'action. La stratégie repose sur le renforcement des capacités municipales, l'octroi aux municipalités de fonds supplémentaires par le biais de la décentralisation fiscale et l'attribution de droits de propriété pour les biens non enregistrés. Faisant écho à M. Nehoda, Mme Giorgobiani évoque la situation des cinq municipalités situées dans les territoires géorgiens d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie où des troupes russes sont stationnées depuis la guerre de 2008. Mme Giorgobiani note que l'engagement public dans les processus de prise de décision et l'intensification de la coopération inter-municipale restaient des priorités à l'ordre du jour et salue la coopération avec les partenaires internationaux.

Le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance est prêt à apporter un soutien supplémentaire à la Géorgie. Il exprime son plein soutien aux réformes et propose son aide.

Echange de vues avec M. Dumitru UDREA, Secrétaire général du gouvernement, République de Moldova

M. Udrea informe le Comité de l'évolution récente de la réforme du gouvernement local et de la mise en œuvre d'un plan de résilience et de redressement qui est actuellement dans sa phase finale. Il souligne que l'attaque de la Fédération de Russie contre l'Ukraine a également eu un impact sur la République de Moldova de multiples façons, entre autres par un afflux soudain de réfugiés ukrainiens, une augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. M. Udrea informe le Comité des progrès réalisés en matière de promotion de la bonne gouvernance en République de Moldova et indique qu'une nouvelle stratégie de réforme de l'administration publique est en cours d'élaboration. La transparence et l'accès à l'information sont des domaines prioritaires des réformes. Des centres multifonctionnels et des centres unifiés de prestation de services publics ont été mis en place au niveau local ; des efforts sont également déployés pour développer la prestation de services publics par le biais de la numérisation.

Le Comité exprime son plein soutien à ces réformes et propose son aide.

5. Examen de la mise en œuvre des traités relevant de la responsabilité du CDDG

Le CDDG tient un échange de vues sur l'état actuel des signatures et ratifications et de la mise en œuvre des sept traités relevant de sa responsabilité, à la lumière du document [CDDG\(2022\)4](#). La délégation belge informe le Comité qu'elle compte ratifier le Protocole n° 3 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif aux groupements eurorégionaux de coopération (GEC) (STCE 206) d'ici la fin de l'année. Dans le contexte de la Belgique, cela reste un défi procédural. La délégation britannique mentionne la récente évaluation dans le cadre de la procédure de suivi du Congrès et indique que la ratification du Protocole additionnel à la Charte européenne de l'autonomie locale sur le droit de participer aux affaires des collectivités locales (STCE 207) est en cours d'examen ; il s'agit d'un processus long et difficile en raison des nombreux travaux intergouvernementaux et des interactions avec les partenaires locaux et régionaux.

Le CDDG prend note des informations ci-dessus. Il convient qu'à l'avenir, le CDDG procéderait à un examen plus approfondi de la mise en œuvre des traités tous les deux ans, au lieu de faire des mises à jour à chaque réunion.

6. Centre d'expertise pour la bonne gouvernance

Le Secrétariat informe le Comité des activités du [Centre d'expertise pour la bonne gouvernance](#) et de ses projets en cours en Arménie, Serbie, République slovaque, Estonie, Lituanie, des nouveaux projets de coopération avec la Bulgarie, Chypre, la Finlande et la Hongrie, ainsi que des activités liées au projet en Ukraine (une série de webinaires a été organisée sur le gouvernement local en temps de guerre, donnant aux maires ukrainiens l'occasion d'échanger avec leurs pairs). Des évaluations par les pairs ont été réalisées ou sont prévues en Serbie, Finlande, République slovaque, Lituanie, Hongrie, Bulgarie, Chypre et éventuellement en Albanie. Dans l'ensemble, 23 [outils](#) de renforcement des capacités dans un large éventail de domaines sont désormais à la disposition des États membres. Les membres du Comité sont encouragés à les diffuser auprès des autorités publiques éventuellement intéressées dans leur pays et à proposer des experts pour participer notamment aux examens par les pairs.

Le Secrétariat et le Président fournissent également des informations sur le [Label européen d'excellence en matière de gouvernance](#) (ELoGE) et sur la 7e réunion de la plateforme ELoGE du 25 mars 2022 ([DG-AP\(2022\)3](#)). Des renouvellements ou de nouvelles accréditations ELoGE ont été accordés à la France, la Lettonie, la Turquie, la Bosnie-Herzégovine et la Roumanie ([CDDG\(2022\)5](#)).

Le CDDG prend note des informations ci-dessus.

7. Activités du Comité des Ministres et d'autres instances du Conseil de l'Europe

En plus de l'aperçu général des développements depuis la 14^e réunion fourni dans le document d'information [CDDG\(2022\)6](#) préparé par le Secrétariat, le Comité entend des interventions spécifiques.

M. Christoph Spreng, vice-président de la Conférence des OING, fait le point sur les récents développements et activités de la Conférence, en évoquant notamment les préoccupations de la Conférence concernant la récente dissolution de l'International Memorial Society en vertu de la loi de la Fédération de Russie sur les agents étrangers ; les travaux en cours sur le statut juridique des ONG en Europe ; [la Campagne pour le respect des droits en Europe \(CURE\)](#) lancée en février de cette année ; une contribution à la Journée mondiale des ONG 2022 (27 février) ; la publication en mars d'une [étude](#) sur les défis associés à l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme concernant la liberté d'association ; le lancement imminent du [Forum de participation civile \(BePart\)](#) ; l'assemblée générale de la CINGO du 4 au 6 avril, largement consacrée aux questions humanitaires et au contexte de la guerre, y compris le soutien aux militants russes des droits de l'homme ; les efforts pour soutenir un quatrième sommet du Conseil de l'Europe consacré aux conséquences de la guerre et une restructuration de l'organisation.

Mme Jelena Drenjanin, Présidente de la commission de la gouvernance du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, présente les tâches de sa commission, rappelle les [priorités du Congrès pour 2021-2026](#) et évoque les activités en cours et divers rapports adoptés récemment, notamment le [rapport CG\(2022\)42-12](#) " Au-delà des élections - l'utilisation

de méthodes délibératives dans les municipalités et régions européennes " et le rapport [CG\(2022\)42-13](#) " La situation des candidats indépendants et de l'opposition lors des élections locales et régionales ".

Le Président invite le Congrès à jouer un rôle actif dans les groupes de travail du CDDG et le Comité prend note des informations fournies.

Le Secrétariat du Forum Mondial de la Démocratie (FMD) informe le CDDG sur l'édition 2022 du FMD, avec une approche large : "La démocratie : un nouvel espoir ?" (Strasbourg, 7-9 novembre). Le Comité prend note de l'invitation faite aux délégations du CDDG de soutenir l'équipe organisatrice du FMS en diffusant l'[appel à la soumission d'initiatives](#) (date limite : 15 juin) et en proposant des intervenants particulièrement pertinents.

Le CDDG accepte également de contribuer au Forum dans les domaines de la bonne gouvernance démocratique et de la démocratie délibérative.

Points 8 et 10. Informations fournies par les rapporteurs

M. Edwin Lefebvre (Belgique) et Mme Siobhan Smyth (Royaume-Uni), les rapporteurs sur l'intégration du genre, rappellent la valeur et le contenu des [lignes directrices](#) du CDDG adoptées en 2021. Ils précisent qu'il a été utilisé pour la révision des textes récents produits par le CDDG et que dans les mois à venir, les travaux poursuivis en matière de démocratie délibérative et de principes de bonne gouvernance démocratique seront autant d'occasions de réfléchir à la perspective de genre et de la prendre en compte.

M. Peter Andre (Autriche), rapporteur sur la démocratie et la technologie, rend compte des travaux et de la première réunion (6-8 avril 2022) du Comité sur l'intelligence artificielle (CAI) qui est chargé de préparer un projet d'instrument juridique sur l'utilisation de l'IA d'ici novembre 2023 sur la base du rapport final et de l'étude de faisabilité du précédent comité ad hoc intitulé "Éléments possibles d'un cadre juridique sur l'intelligence artificielle, fondé sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit" ([lien](#)) que le rapporteur encourage toutes les délégations à consulter.

Le CDDG prend note des informations ci-dessus.

9. Présidences du Comité des Ministres

Le Comité entend des informations sur les **priorités de la présidence italienne**, notamment l'engagement en faveur des principes et valeurs partagés, *entre autres*, les dialogues sur le patrimoine culturel, le sport, la cohésion sociale, etc. ; l'autonomisation des femmes, la lutte contre la discrimination et la violence sexiste, et la promotion des politiques de la jeunesse ; la construction d'un avenir centré sur les personnes, fondé sur la technologie et la science, y compris en matière d'intelligence artificielle. Le délégué italien souligne le succès de l'événement de lancement d'ELoGE le 11 avril 2022 à Venise, notant qu'étant donné le nombre élevé de municipalités impliquées (106), il pourrait s'agir du plus grand processus ELoGE mené dans un pays à ce jour.

M. Shane Griffin, Représentant permanent adjoint de l'Irlande auprès du Conseil de l'Europe informe le Comité des **priorités de la prochaine présidence irlandaise** (20 mai-novembre 2022 - [lien](#)). Compte tenu du fort engagement de l'Irlande en faveur de la défense des droits de l'homme et de la promotion de la consolidation de la paix dans toute l'Europe, la présidence irlandaise se concentrera sur les trois domaines fondamentaux des valeurs du Conseil de l'Europe en vue de renouveler la "conscience de l'Europe". L'un de ces domaines sera le renforcement de la protection des droits de l'homme des civils en Europe dans un contexte de guerre, car cette question a pris une nouvelle importance et une nouvelle urgence à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie. Le 1^{er} septembre, l'Irlande accueillera une conférence à Galway sur ce sujet. La conférence se penchera également sur la protection des droits de l'homme, tant dans les conflits "actifs" que dans les conflits "gelés". En septembre, en coopération avec la Commission de Venise, l'Irlande accueillera un événement de haut niveau à Strasbourg sur l'application des normes européennes sur la liberté d'association dans les sociétés modernes. En outre, la présidence irlandaise entend se concentrer sur la promotion de la démocratie participative, en s'appuyant notamment sur l'expérience irlandaise en matière d'assemblées de citoyens. Un discours-programme d'un haut fonctionnaire au Forum mondial de la démocratie était prévu, ainsi que des contributions supplémentaires sur l'expérience de la démocratie délibérative pendant le Forum. L'Irlande a également prévu plus de 30 événements pour mettre en évidence et encourager l'inclusion et célébrer la diversité à travers l'Europe.

Le CDDG prend note des informations ci-dessus.

11. Election de deux membres du Bureau

Le CDDG prend note de la démission du CDDG et du Bureau de Mme Monika Kurian (République slovaque) et de Mme Stefania Traustadottir (Islande). Il les remercie pour leur contribution de longue date aux travaux du CDDG et leur adresse ses meilleurs vœux pour l'avenir. Par le biais de la plateforme Kudo, le CDDG élit Mme Puck Gorrissen (Pays-Bas) pour la période 2022-2023, et M. Georgios Chrysfis (Grèce) pour le reste de l'année 2022, pour terminer les mandats de Mme Kurian et Mme Traustadottir, respectivement.

Le CDDG convient également de suggérer au Comité des Ministres qu'en cas de révision de la [résolution CM/Res\(2021\)3 sur les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leurs mandats et leurs méthodes de travail](#), les règles de vote pour l'élection des membres du Bureau soient modifiées pour éliminer la nécessité de trois tours de scrutin, étant donné que les seuils sont difficiles à atteindre en cas de candidatures multiples, ce qui alourdit inutilement le processus.

12. Questions diverses

Le Secrétariat indique que le Comité des Ministres vient de convenir, le 20 avril, de transmettre au CDDG, pour information et commentaires éventuels avant le 15 juin 2022, la Recommandation 472 (2022) du Congrès « Au-delà des élections : l'utilisation des méthodes délibératives dans les municipalités et régions européennes » et la Recommandation 476 (2022) « La situation des candidats indépendants et de l'opposition dans les élections locales et régionales ». Le CDDG accepte de préparer et d'adopter ces commentaires par procédure écrite.

Le Secrétariat informe également le CDDG que le Comité européen de coopération juridique (CDCJ), a récemment envoyé une demande de commentaires éventuels et/ou d'informations supplémentaires sur un projet de rapport d'évaluation de la Recommandation CM/Rec(2014)7 sur la protection des dénonciateurs. Le CDDG convient que le projet doit être diffusé et que les contributions éventuelles doivent être recueillies dans le délai imparti (15 mai).

13 et 14. Date de la prochaine réunion ; adoption du rapport abrégé

Le CDDG convient que sa 16^{ème} réunion se tiendrait les 28 et 29 novembre 2022, de préférence en présentiel. Par ailleurs, il examine et adopte le projet de rapport abrégé. Le rapport complet sera envoyé à une date ultérieure. Le Président remercie tous les participants pour les discussions fructueuses, le Secrétariat et les interprètes pour leur soutien, et clôt la réunion.

ANNEXE 1**LISTE DES PARTICIPANTS****MEMBERS / MEMBRES****CHAIR / PRESIDENT**

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

ARMENIA / ARMENIE

Mr Vache TERTERYAN, Deputy Minister of Territorial Administration and Infrastructure, YEREVAN

AUSTRIA / AUTRICHE

Mr Peter ANDRE, Ministry of Interior, Senior Expert for Legal Affairs, Wien

Mag. Stefan GÖLLER, Legal expert, Office of the Vienna Provincial Government, Department for European Affairs, Wien

Mr Gregor WENDA, Deputy Head of Electoral Affairs Department, Directorate General of Legal Affairs, Federal Ministry of the Interior, Vienna

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Mr Emin ASLANOV, senior advisor, Department of Foreign Policy Affairs of the Presidential Administration of the Republic of Azerbaijan Baku

Mr Seymur NAGHIYEV, Chief Advisor, Ministry of Justice, Centre for Work with Municipalities, Baku

BELGIUM / BELGIQUE

Mr Edwin LEFEBRE, Deputy Director, Ministry of the Flemish Community, Agency for Home Affairs, Brussels

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Ambassador Almir ŠAHOVIĆ, Ambassador of Bosnia and Herzegovina to the Netherlands, Ministry of Foreign Affairs of Bosnia and Herzegovina, Sarajevo

BULGARIA / BULGARIE

Mr Mihail VASILEV, State expert, Directorate "Spatial Development and Administrative-territorial Structure", Ministry of Regional Development and Public Works, SOFIA

CROATIA / CROATIE

Ms Leda LEPRI, Senior Advisor – Specialist, Ministry of Justice and Public Administration

Mr Josip ALFIREVIC, Expert Associate, Ministry of Justice and Public Administration

CYPRUS / CHYPRE

Ms Kakia DEMETRIOU, Administrative Officer A, Ministry of the Interior, NICOSIA

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Petr FEJTEK, Senior Administrative Advisor, Department for Strategic Development and Coordination of Public Administration, Ministry of Interior of the Czech Republic, PRAHA

DENMARK / DANEMARK

Mr Mads HOLT, Special Advisor, Department of Public Administrative Law, Ministry of the Interior and Housing, COPENHAGEN

ESTONIA / ESTONIE

Mr Mart UUSJÄRV, Head of Local Governance Department, The Ministry of Finance

FINLAND / FINLANDE

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional Administration, Ministry of Finance, HELSINKI

FRANCE

M. François CHARLOTTIN, Chef du Bureau des structures territoriales, Direction générale des collectivités locales, Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, PARIS

GEORGIA / GEORGIE

Ms Mzia GIORGOBIANI, Deputy Minister of Regional Development and Infrastructure of Georgia

Mr Giorgi DIDIDZE, Head of Department of Regional and Mountainous Areas Development, Ministry of Regional Development and Infrastructure of Georgia, TBILISI

GERMANY / ALLEMAGNE

Ms Ruth GRUNE, Federal Ministry of the Interior, BERLIN

Mr Andre SCHMODE, Policy officer, Program management, Federal Ministry of the Interior and Community, BERLIN

Ms Alexandra MESSERLE, Cheffe d'unité, Ministère de l'Intérieur, de la Construction et des Sports de Sarre

Ms Jasmin BENYAHAYA-LÖB, Greffière, Ministère de l'Intérieur, de la Construction et des Sports de Sarre

GREECE / GRECE

Mr Georgios CHRYSAFIS, Directorate of Organising and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior, ATHENS

Mr Ioannis MATHIOUDAKIS, Head of the Independent Department of International and European Relations, ATHENS

HUNGARY / HONGRIE

Mr David KOJSZA, Government Officer for International Relations, Prime Minister's Office, Cabinet of the State Secretariat for Public Service, BUDAPEST

ICELAND / ISLANDE

Mr Guðni Geir EINARSSON, Head of the Department and Local Government and Regional Policy, Ministry of Transport and Local Government, REYKJAVÍK

IRELAND / IRLANDE

Mr Shane GRIFFIN, Deputy Permanent Representative, Permanent Representation of Ireland to the Council of Europe

ITALY / ITALIE

Mr Francesco GIUSTINO, Presidenza del Consiglio dei Ministri, Ufficio Attività Internazionali, ROMA

LATVIA / LETTONIE

Ms Agnese PABERZA DRAUDINA, senior expert, Local Governments Department, Local Governments Supervision Division, Ministry of Environmental Protection and Regional Development, RIGA

LITHUANIA / LITUANIE

Mr Paulius SKARDŽIUS, Senior Adviser, Public Administration and Self-Government Policy Group, Ministry of the Interior, VILNIUS

LUXEMBOURG

Mme Mireille CRUCHTEN, Conseillère, Chargée de direction, Ministère de l'Intérieur

MALTA / MALTE

Mr Natalino ATTARD, Director General (Local Government), Local Government Division, Ministry for Justice, Culture and Local Government, VALLETTA

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mr Dumitru UDREA, Secretary General of the Government of the Republic of Moldova

Ms Daniela SORAHMETOV, Main consultant of the Public Administration

MONTENEGRO

Ms Zorana POPOVIC, Head of Department for eGovernment, Directorate for Local Self-Government, Ministry of Public Administration, digital society and media, PODGORICA

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Ms Puck GORRISSSEN, Policy Officer Democracy, Democracy and Governance Division, Ministry of the Interior and Kingdom Relations

NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD

Ms Gordana GAPIKJ-DIMITROVSKA, State Advisor, the Ministry of Information Society and Administration, SKOPJE

NORWAY / NORVEGE

Ms Nina Britt BERGE, Senior Adviser, Norwegian Ministry of Local Government and Regional Development, OSLO

POLAND / POLOGNE

Mr Grzegorz NAWROT, Leading Specialist, National Institute of local self-government

PORTUGAL

Ms Tânia MOURATO, Head of Department, Directorate-General for Local Authorities, LISBOA

ROMANIA / ROUMANIE

Mr Laurentiu BUCSOIU, Ministry of Public Works, Development and Administration, Directorate General of Public Administration, Romanian Government, BUCHAREST

SERBIA / SERBIE

Milica MARKOVIĆ, Senior Advisor, Head of Group for LSG system, Ministry of Public Administration and Local Self-government, BELGRADE

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Ms Nad'a KURILOVÁ, Head of Local Self-Government Unit, Local State Administration, Self-Government and Foreign Relations Department, Public Administration Section, Ministry of Interior of the Slovak Republic

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Saša JAZBEC, acting Director General, Local self-government, non-governmental organisations and political system directorate, Ministry of public administration

Mr. Roman LAVTAR, Head of the Sector of Local self-government, Local self-government, non-governmental organisations and political system directorate, Ministry of public administration, LJUBLJANA

Mr Jurij MEZEK, Senior Advisor, Ministry of Public Administration, Local Self-Government Service, LJUBLJANA

SPAIN / ESPAGNE

Ms Raquel TABARA ANTON, technical councillor, Ministry for Territorial Policy, MADRID

SWEDEN / SUEDE

Mr Daniel WOHLGEMUTH, Deputy Director, Ministry of Culture, Division for Media and Democracy

Mr Lars KARLANDER, Desk Officer, Local Government Unit, Ministry of Finance

SWITZERLAND / SUISSE

Mr Bertrand BISE, Chef suppléant de l'unité Projets législatifs I, Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Domaine de direction Droit public, BERNE

TÜRKIYE

Mr Sertac SEZGIN, Controller of Municipalities, General Directorate of Provincial Administrations, Ministry of Interior, ANKARA

Mr Çağatay Emre KILINÇ, Expert, Union of Municipalities of Türkiye, Department of International Affairs

UKRAINE

Mr Viacheslav NEHODA, Deputy Minister for Communities and Territorial Development of Ukraine

Mr Ruslan POPIUK, Acting Head of the Expert Group for Interaction with the Council of Europe Institutions of the Directorate for the Development of Local Self-Government, Territorial Organization of Power and Administrative-Territorial Structure, Ministry for Communities and Territories Development of Ukraine

Ms Olha KAVUN, Permanent Representation of Ukraine to the Council of Europe

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Ms Siobhan SMYTH, Senior Policy Adviser, Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

Ms Kirsty BROWN, Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

Mr Matthew BRANNEN, Senior Policy Adviser, Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

PARTICIPANTS**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr George PAPANDEOU, Chair of the sub-committee on Democracy, Committee on Political Affairs and Democracy

Mr Jean-Pierre GRIN, member of PACE (Switzerland, ALDE)

Ms Sibel ARSLAN, General Rapporteur on local and regional authorities, member of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development

CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE

Ms Jelena DRENJANIN, Chair of the Governance Committee

Mr Roman CHLAPAK, Secretary of the Committee, Governance Committee

Ms Mathilde GIRARDI, co-secretary a.i., Governance Committee

CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFERENCE DES OING DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Christoph SPRENG, Representative of the INGOs Conference to the CDDG, Initiatives of Change-International

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS**EUROPEAN UNION TO THE COUNCIL OF EUROPE / UNION EUROPEENNE AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Ms Angela Hadil MAWED, Legal Affairs Trainee

BENELUX UNION/UNION BENELUX

Mr Hans MOOREN, Team Interne Market and Economie, Brussels

OBSERVERS / OBSERVATEURS**COUNCIL OF EUROPEAN MUNICIPALITIES AND REGIONS (CEMR) / CONSEIL DES COMMUNES ET REGIONS D'EUROPE (CCRE)**

Ms Maeva DEJUAN, stagiaire, Territoires

CONSULTANT EXPERT / EXPERT CONSULTANT

Dr Andy WILLIAMSON, Parliaments, participation and innovation, United Kingdom

GUEST SPEAKERS / INTERVENANTS

Professor Joachim BECK, Dean of the University of Applied Sciences in Kehl, Germany

Mr Art O'LEARY, Secretary General of the Electoral Commission and Secretary to the Citizens' Assembly

SECRETARIAT

Secretariat of the CDDG / Secrétariat du CDDG

Ms Alina TATARENKO – Head of the Democratic Governance Division / Secretary of the CDDG / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Mr Christophe SPECKBACHER, Administrator – Democratic Governance Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Ms Judith ORLAND, Democratic Governance Division – Directorate of Human Dignity, Equality and Governance - Directorate General of Democracy

Ms Isabelle ETTER, Assistant

Ms Nino MAKHAURI, Trainee

Other Secretariat participating in the meeting /Autre Secrétariat participant à la réunion

Ms Claudia LUCIANI, Director of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Mr Daniel POPESCU, Head of Democracy and Governance Department / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Ms Mary Ann HENNESSEY, Head of the Democratic Innovation Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Ms Cornelia PERLE, Elections and Participatory Democracy Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Mr Niall SHEERIN, Administrator – Democratic Governance Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Interpreters / Interprètes

Mr Grégoire DEVICTOR

Ms Christine TRAPP

Ms Sylvie BOUX

Ms Clarissa WORSDALE

ANNEXE 2
ORDRE DU JOUR

JEUDI 21 AVRIL		
<u>9.30</u>	Café et pâtisserie de bienvenue, offerts devant la salle de réunion	
<u>10.00</u>		
1.	Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour	[CDDG(2022)OJ1]
2.	<p><i>Pour information et discussion</i></p> <p>Informations sur les activités et développements récents</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunion du Bureau des 24-25 mars : rapport du président • Information par le Secrétariat : Claudia Luciani, Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance. Echange de vues sur les implications de l'exclusion de la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe. 	[CDDG-Bu(2022)5]
<u>10.30</u>	<p><i>Pour information</i></p> <p>3. Travaux en 2022</p> <p>3.1 Information du Secrétariat ; plan de travail actualisé</p> <p><i>Pour discussion</i></p> <p>3.2 Etat de la mise en œuvre des activités selon le mandat du CDDG 2022-2023 (-2025)</p> <p><i>Bonne gouvernance démocratique</i> : Rapport de la 1ère réunion du Groupe de travail sur les principes de bonne gouvernance démocratique (GT-BG) des 24-25 février ; Examen d'un projet de recommandation</p>	<p>[CDDG(2022)1]</p> <p>[Mandat] [GT-BG(2022)4] [CDDG(2022)2]</p>
<u>12.00</u>	<p><i>Démocratie délibérative :</i></p> <p>Échange de vues avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - M. Art O'Leary, Secrétaire général de la Commission électorale et Secrétaire de l'Assemblée des citoyens, Irlande, et M. Shane Griffin, Représentant Permanent Adjoint de l'Irlande (Présidence entrante) - M. George Papandreou, président de la sous-commission de la démocratie, commission des affaires politiques et de la démocratie de l'Assemblée Parlementaire - Représentant de l'Islande - Préparation de la 1ère réunion du Groupe de travail sur la démocratie délibérative et participative (GT-DD) : Présentation de l'étude sur la démocratie délibérative : Dr Andy Williamson, expert du Conseil de l'Europe et du Secrétariat de la Division des élections et de la démocratie participative 	<p>[Mandat] [CDDG(2022)3]</p>

<u>13.00-14.30</u>	Pause déjeuner	
<u>14.30</u>	<i>Pour information et discussion</i>	
4.	<p>Promouvoir la gouvernance démocratique par l'expérience partagée :</p> <p>4.1. Présentation d'un projet de recherche par le Professeur Joachim Beck, Doyen de l'Université des Sciences Appliquées de Kehl, Allemagne (service de réponse rapide n°48 sur les exemples pratiques de modernisation administrative au niveau macro des pays européens)</p> <p>4.1 (suite) Rapports des membres sur les développements pertinents</p>	
<u>15.30</u>	<i>Pour information</i>	
6.	<p>Centre d'expertise pour la bonne gouvernance : projets de coopération en cours et nouveaux - mise à jour par le Secrétariat</p> <p>ELoGE (Label européen d'excellence en matière de gouvernance): derniers développements, nouvelles accréditations, réunion de la plateforme ELoGE - Président de la plateforme</p>	<p>[CDDG(2022)5] [DG-AP(2022)3]</p>
<u>16.00</u>	<i>Pour information et discussion</i>	
5.	<p>Examen de la mise en œuvre des traités relevant de la responsabilité du CDDG : informations des membres du CDDG sur les signatures et ratifications récentes ou à venir, et échange sur les leçons et défis de la mise en œuvre de ces instruments.</p>	[CDDG(2022)4]
<u>17.30</u>	Fin des discussions jour 1	

VENDREDI 22 AVRIL		
<u>9.30</u>	Café et pâtisserie de bienvenue, offerts devant la salle de réunion	
<u>10.00-11.30</u>	<i>Pour information et discussion</i>	
4.	<p>(Suite) Promouvoir la gouvernance démocratique par l'expérience partagée</p> <p>4.2. Echange de vues avec des hauts fonctionnaires des États membres</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Viacheslav NEHODA, vice-ministre des communautés et du développement territorial, Ukraine (en ligne) • Mme Mzia GIORGOBIANI, vice-ministre du développement régional et des infrastructures, Géorgie • M. Dumitru UDREA, Secrétaire général du gouvernement, République de Moldova • Autres fonctionnaires et membres du CDDG : Mme Kakia Demetriou, Direction des collectivités locales, Ministère de l'intérieur, Chypre 	
<u>11.30</u> 7.	<p>(Suite) Activités du Comité des Ministres et d'autres organes du Conseil de l'Europe</p> <p><i>Pour information et discussion</i></p> <p>Échange de vues avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Jelena Drenjanin, Présidente du Comité de gouvernance, Congrès des pouvoirs locaux et régionaux • M. Christoph Spreng, Vice-président de la Conférence des OING <p><i>Pour information</i> Informations du Secrétariat</p>	[CDDG(2022)6]
<u>13.00-14.30</u>	Pause déjeuner	
<u>14.30</u>	<i>Pour information et discussion</i>	
4.	<p>(Suite) Promouvoir la gouvernance démocratique par l'expérience partagée</p>	
<u>15.00</u>	<i>Pour information et discussion</i>	
8.	<p>Démocratie et technologie : informations du rapporteur sur la démocratie et la technologie, y compris sur la première réunion du comité sur l'intelligence artificielle ; échange de vues sur les contributions du CDDG aux travaux du CAI.</p>	

15.15 9.	<i>Pour information et discussion</i> Présidences du Comité des Ministres : <ul style="list-style-type: none"> • Priorités et agenda de l'Italie (nov. 2021-mai 2022) ; Discussion sur des contributions et l'implication du CDDG	
15.30 7	(Suite) Activités du Comité des Ministres et d'autres organes du Conseil de l'Europe <i>Pour discussion et décision éventuelle</i> <ul style="list-style-type: none"> • Forum mondial de la démocratie 2022 : information du Secrétariat; échange sur une éventuelle contribution du CDDG 	[lien]
16.00 10.	<i>Pour information</i> Informations fournies par les rapporteurs sur l'intégration de la dimension de genre et sur les questions sociales, y compris les droits des personnes handicapées.	
16.20 12.	<i>Pour décision</i> Election de deux membres du Bureau. Suite au départ de Mme Monika Kurian (République slovaque) et de Mme Stefania Traustadottir (Islande), le CDDG doit élire deux nouveaux membres du bureau qui achèveront ces mandats en 2022-2023.	[CDDG(2022)7 + Addendum]
13.	Autres questions	
14.	<i>Pour décision</i> Date de la prochaine réunion (28-29 novembre 2022 ; modalités à confirmer)	
17.15 15.	<i>Pour décision</i> Adoption du rapport abrégé	[CDDG(2022)8]
17.30	Clôture de la réunion	